TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	7
Préface	S
Principales abréviations	15
Plan sommaire	19
Introduction	21
PARTIE I	
NATURE JURIDIQUE DE LA COUVERTURE	
TITRE I	
IDENTIFICATION DE LA COUVERTURE	
Chapitre I – La couverture obligatoire : instrument de lutte contre le risque de contrepartie variable menaçant le système financier	7 5
Section I. – L'obligation de couverture sur les marchés réglementés	77
§ 1 – L'instrument financier à terme conclu sur un marché réglementé : archétype de l'opération faisant naître	
un risque systémique	78
A. Identification des risques nés de la conclusion d'un instrument financier à terme conclu sur un marché réglementé	79
d'un instrument financier à terme	80 81 99 103
B. La couverture obligatoire sur les marchés réglementés : élément de réponse à l'existence d'un risque systémique	115
§ 2 – L'ordre avec service de règlement et de livraison différés	
sur les marchés au comptant : une opération au risque	
de contrepartie similaire	124
A. Identification du risque de contrepartie né de la conclusion	125

B. L'obligation de couverture : mode de limitation des risques liés	10
aux ordres avec service de règlement et de livraison différés	13
Section II. – L'extension de l'obligation de couverture à des instruments financiers à terme conclus de gré à gré	13
§ 1 – La cause de l'extension de l'obligation de couverture	
sur les marchés de gré à gré : la similarité de risques	14
§ 2 – Le domaine de l'obligation de couverture sur les marchés	
de gré à gré	14
A. Les dérivés soumis à une obligation de compensation centralisée	14
B. Les dérivés non soumis à l'obligation de compensation centralisée \dots	15
CHAPITRE II – La couverture : instrument de protection contre un risque de contrepartie variable reposant sur des appels de marge	16
Section I. – L'existence de couvertures facultatives	16
§ 1 – Les couvertures complémentaires	16
A. Description des compléments de couverture	10
B. La délicate définition des contours de la couverture complémentaire	1
§ 2 – Les couvertures purement facultatives	1
A. Les couvertures facultatives sur les marchés financiers	1
B. Les couvertures facultatives en dehors des marchés financiers	1
1. – La pension livrée	1
2. – Le prêt de titres	1
3. – Les opérations de refinancement par les banques centrales	1
Section II. – L'essence de la couverture	2
§ 1 – Le critère d'identification de la couverture : l'existence d'appels	
de marge	2
A. L'insuffisance des garanties traditionnelles face au risque à couvrir	2
B. La singularité de la couverture	2
1. – Description du mécanisme des marges	2
de compensation	2
b) Le mécanisme des marges dans un rapport bilatéral	2
2. – Le mécanisme des marges : critère d'identification	
de la couverture	2
§ 2 – Distinction avec des notions voisines	2
A. La fausse couverture	2
d'une opération au comptant	2
2. – La « couverture » sur les opérations au comptant : une fausse	_
anamontaina	9

TABLE DES MATIÈRES	801
B. Les hypothèses incertaines	233 233 239
TITRE II	
IDENTITÉ DE LA COUVERTURE	
Chapitre I – L'affectation en garantie d'une valeur	253
Section I. – L'objet de la couverture : une valeur représentée par des biens ou droits de différentes natures	254
§ 1 – Description de l'objet de la couverture : une valeur représentée	
par des biens	254
A. Les éléments nécessaires à la définition de l'objet de la couverture B. La présence systématique des éléments nécessaires la définition	255
de l'objet de la couverture	257
§ 2 – Signification de la définition en valeur de l'objet	
de la couverture	263
Section II. – Le support protéiforme de la couverture	273
§ 1 – Les garanties financières : support de prédilection	
de la couverture	279
A. Un dispositif approprié aux dépôts de couverture	280
de la couverture	280
2. – Des garanties adéquates pour constituer le support	286
d'une couverture	200
B. Le domaine des dépôts de couverture prenant la forme d'une garantie financière	297
1. – L'application du dispositif des garanties financières	
aux couvertures non régies par l'article L. 440-7	298
centrale	299
b) Les pensions livrées	301
c) Les prêts emprunts de titresd) Les opérations de refinancement auprès de la Banque	303
de France	303
z. – Le champ à application des garanties jinancières regies par l'article L. 440-7 du Code monétaire et financièr	304
§ 2 – Les garanties alternatives	311
A. La qualification de garantie énoncée	313
1. – Les sûretés réelles de droit commun	313
2 – Les garanties hancaires	315

B. Les qualifications de garantie démontrées	320
1. – La qualification rejetée : le paiement anticipé	322
a) Les supports textuels	323
b) L'intention des parties	324
c) Le caractère non définitif des remises	326
d) L'incompatibilité de la qualification de paiement	
avec le fonctionnement des marchés	330
2. – La qualification retenue : la fiducie-sûreté	331
Chapitre II – Une valeur affectée variable	341
Section I. – L'obligation de règlement des marges : l'exécution	
d'un engagement de garantir	342
$\S~1$ – Les qualifications juridiques de l'obligation de règlement	
des marges insatisfaisantes	343
A. Le rejet de la qualification d'exécution anticipée des obligations	
principales	345
B. Le rejet des alternatives proposées à la qualification d'exécution anticipée	351
§ 2 – Des obstacles à la qualification de garantie surmontables	357
A. L'absence de disparité de traitement	358
1. – L'absence de disparité dans les textes	358
2. – L'identité de sanction en cas de défaillance	362
B. L'absence d'incompatibilité avec la qualification de garantie	366
1. – La valeur de la marge	366
2. – La novation des obligations principales	369
3. – L'absence d'obligation principale	370
4. – L'existence de marges positives	372
5. – La sanction attachée au non-respect de l'obligation de régler	
une marge	375
Section II. – L'obligation unique de la couverture : un engagement personnel à constituer une garantie constamment adaptée	
à un risque variable	380
$\S~1$ – L 'impossible assimilation de l'obligation de règlement	
des marges à un mécanisme juridique connu	381
A. Les clauses permettant des modifications d'assiette d'une sûreté réelle	381
B. Les autres institutions semblables	385
1. – Les sûretés personnelles.	385
2. – La promesse de sûreté	388
3. – Le séquestre	392
§ 2 – L'obligation de règlement des marges et de l'obligation de	303

PARTIE II

MISE EN ŒUVRE DE LA COUVERTURE

TITRE I

Chapitre I – Le régime juridique embryonnaire commun	411
Section I. – Les règles particulières découlant de l'affectation en garantie d'une valeur variable	411
§ 1 – Les règles particulières régissant l'adaptation de la valeur	
de la garantie constituée	412
A. La reconstitution de l'assiette de la couverture à la valeur requise 1. – Les modalités d'affection des actifs en réponse à un appel	413
$de\ marge\dots$	416
 a) Le dispositif des garanties financières b) L'article L. 440-7 du Code monétaire et financier 2. – La preuve de l'affectation des actifs à la couverture 	417 421 423
B. Le traitement juridique des surplus de couverture	429
$\S~2$ – Les règles particulières régissant les actifs	
affectés à la couverture	436
A. Les modalités de remplacement des biens dans l'assiette	
de la couverture	437
 Description du fonctionnement de la faculté de remplacement Fondement juridique du mécanisme de remplacement 	438 440
B. Les modalités de restitution des surplus de biens	
déposés en couverture	445
Section II. – Appréciation critique du régime juridique embryonnaire	
de la couverture	448
§ 1 – Une situation équilibrée pour le constituant	449
A. La variabilité de l'exigence encadrée	450
B. Les pouvoirs du constituant en cas de dévalorisation des biens	
affectés	459
$\S~2$ – Une situation discutable pour les autres créanciers	
du constituant	462
A. La rétroactivité de l'affectation en garantie d'un nouvel actif	464
B. Les risques liés à la garantie de dettes nées d'opérations futures	468
Chapitre II – Les aménagements atypiques permis par la couverture	475
Section I. – La défaillance dans l'obligation de couverture : cause	457
d'extinction anticipée des opérations en cours	476

§ 1 – La sanction de l'inexécution de l'obligation de couverture	
dans une relation bilatérale	478
A. Description du mécanisme de close-out netting	478
$1Le\ fondement\ du\ close-out\ netting.$	479
2. – La technique de close-out netting	484
a) La résiliation des opérations en cours	484
b) La valorisation	486
c) La compensation	488
B. Analyse de la sanction attachée à l'insuffisance de couverture	495
résolutoire	496
2. – La déchéance du terme autorisée par le droit commun	505
$\S~2$ – La sanction de l'inexécution de l'obligation de couverture	
en présence d'une chambre de compensation	509
A. La liquidation d'office : une extinction anticipée adaptée	
à l'intervention d'une chambre de compensation	510
1. – La résiliation anticipée des opérations du donneur d'ordre	512
2. – Le nécessaire recours à une contre-opération	517
B. La sanction pour défaut de constitution d'un dépôt initial	
de garantie	526
1. – La liquidation d'office des positions non enregistrées	529
2. – La liquidation d'office des positions en cours provoquée	531
par un défaut dans la fourniture du dépôt initial	
Section II. – Les aménagements de l'exécution de la couverture	533
§ 1 – Les aménagements de la mise en œuvre de la couverture favorables au bénéficiaire	534
A. La libre détermination de la valeur accordée aux actifs éligibles	534
B. Les adaptations de la couverture à une chaîne de garantie	543
1. – Le droit de réutilisation des actifs affectés à la couverture	544
2. – La pré-compensation	548
§ 2 – L'aménagement de la gestion des actifs affectés favorable	
au constituant	553
TITRE II	
LES RÈGLES PROPRES À CHAQUE COUVERTURE	
Chapitre I – Le renforcement de certaines couvertures	
par des dispositions spéciales	565
Section I. – Le renforcement de l'efficacité de certaines couvertures	566
§ 1 – L'immunité des couvertures dans le droit des procédures	
- Harting	F.C.F.

TABLE DES MATIÈRES	805
A. La nécessité de neutraliser le droit des procédures collectives	568
1. – La mise en œuvre de la couverture en période suspecte	568
2. – La mise en œuvre de la couverture postérieurement	
au jugement d'ouverture d'une procédure collective à l'encontre	
du constituant	572
B. Les dispositifs exorbitants applicables aux couvertures	575
1. – Le dispositif des garanties financières	575
2. – Le dispositif applicable aux opérations compensées	
par une chambre de compensation	577
§ 2 – La priorité accordée aux couvertures à l'égard des actions	
des créanciers tiers	581
A. Les procédures civiles d'exécution	582
B. Les réglementations contraignantes subsistantes	590
1. – L'inefficacité justifiée	590
2. – L'inefficacité discutable	595
3. – L'inefficacité subie	597
Section II. – L'encadrement des pouvoirs du bénéficiaire de certaines	
couvertures	604
§ 1 – Les restrictions particulières pesant sur le bénéficiaire	
d'une couverture	604
A. Les dispositions visant à assurer la réalité de la garantie exigée	605
B. Les dispositions renforçant la protection des constituants	609
1. – L'interdiction de recourir aux propriétés-sûretés	610 614
2. – Les restrictions relatives à la faculté de réutilisation	617
*	017
§ 2 – La responsabilité civile du bénéficiaire en cas de non-respect	210
des règles relatives à la couverture	619
A. L'évolution jurisprudentielle	621
B. Le droit positif	627
1. – La solution retenue	628
2. – Les conditions d'engagement de la responsabilité contractuelle	
du bénéficiaire d'une couverture	633
	0.40
CHAPITRE II – L'appréhension perfectible de la couverture par le droit	643
Section I. – Droit positif: les incertitudes subsistantes autour de la notion de couverture.	644
	011
§ 1 – L'indéterminabilité des règles applicables	645
à certaines couvertures	040
A. Les règles applicables à une couverture composée d'actifs	CAC
de différentes natures	646
B. Les règles applicables au complément d'une couverture obligatoire	652
8 2 – La reconnaissance incertaine des couvertures facultatives	657

806

LA COUVERTURE SUR LES MARCHÉS FINANCIERS

Section II. – Droit prospectif: la clarification proposée	670
$\S~1$ – L 'importance d'un champ d'application restreint	671
§ 2 – La nécessité d'un régime juridique clarifié	680
A. Les nouvelles dispositions proposées	680
B. Les autres modifications envisagées	689
Conclusion générale	697
Annexe 1 : Propositions de modifications législatives	703
Annexe 2 : Traduction des termes juridiques anglais employés	707
Annexe 3 : Extraits de la documentation contractuelle FBF	709
Bibliographie	741
Index alphabétique	793